



Annexe 2
Point. 3

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

Sommaire

Cadre réglementaire

Introduction

La situation financière internationale

1. Le contexte mondial et européen

1.1. *Contexte mondial*

1.2. *Contexte européen*

2. Le contexte national et gouvernemental

2.1. *Contexte national*

2.2. *Contexte gouvernemental*

3. La loi de finance 2023 (mesures relatives aux collectivités)

3.1. *Fiscalité locale*

3.2. *Dotations de l'Etat*

3.3. *Aides*

3.4. *Mini-réforme des indicateurs*

La situation financière de la commune

4. Bilan de l'exercice 2022

4.1. *Les recettes de fonctionnement*

4.2. *Les dépenses de fonctionnement*

4.3. *L'investissement*

5. Les orientations budgétaires 2023 de la commune

5.1. *Evolution prévisionnelles de la section de fonctionnement*

5.2. *Evolution prévisionnelles de la section d'investissement*

6. Les projets pluriannuels de la commune

7. La dette communale

Les ressources humaines

8. La structure des effectifs

9. Les dépenses de personnels

10. La durée effective du travail dans la collectivité

11. L'évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses de personnels

12. La démarche de la gestion prévisionnelle des ressources humaines

Cadre réglementaire

Depuis la loi NOTRe en 2015, le rapport d'orientation budgétaire (ROB) est un document obligatoire pour effectuer le débat d'orientation budgétaire (DOB) et voter le budget primitif.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, la tenue du DOB est obligatoire et doit avoir lieu dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif.

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire, précise que le DOB doit comporter les informations suivantes :

- ✚ Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement.
- ✚ La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.
- ✚ Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.
- ✚ La structure des effectifs
- ✚ Les dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature.
- ✚ La durée effective du travail dans la collectivité.
- ✚ L'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.
- ✚ La démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la collectivité

Le débat d'orientation budgétaire est publié et mis à disposition du public, par tous moyens appropriés, sous 15 jours suivant la tenue du débat.

Introduction

Sur fond de crise énergétique, climatique et sociale, les orientations budgétaires de la commune d'Elné ont pour objectifs de maintenir les ambitions d'investissements et poursuivre la feuille de route, tout en restant prudents sur les futurs engagements pouvant être réalisables sans sollicitation d'emprunt comme l'année précédente.

Outre l'effort de résilience nécessaire pour relever le défi de ces différentes crises, la commune d'Elné, comme d'autres collectivités locales, est mise à contribution dans l'effort de redressement des comptes public dès 2023.

Malgré les contextes économiques actuels, marqué par une forte inflation et des tensions internationales, la municipalité souhaite avant tout pouvoir continuer de proposer à la population, un service public de qualité.

La municipalité poursuit donc ses efforts en matière de maîtrise de ses dépenses de fonctionnement, pour permettre ainsi de continuer à élaborer et à mettre en œuvre les différents projets de la mandature.

1. Contexte mondial et européen

1.1. Contexte mondial

Dans le monde entier, l'inflation a atteint en 2022 des sommets inédits depuis 40 ans. Cette situation a conduit les banques centrales à durcir fortement les conditions financières tout au long de l'année.

L'inflation, résultant en grande partie de l'envolée des cours des matières premières notamment énergétiques, les banques centrales visent, via ces durcissements, à rééquilibrer l'offre et la demande, en affaiblissant la demande, l'offre étant contrainte à court-terme dès lors que sa faiblesse résulte de pénuries énergétiques. Jusqu'ici de multiples facteurs (épargne, dynamique de l'emploi, boucliers énergétiques...) ont permis d'amortir l'impact de la remontée des taux sur la consommation et l'investissement de sorte que l'économie mondiale a ralenti progressivement, sans décrochage violent. En zone Euro, le PIB a ainsi ralenti à 0,3% au T3 après 0,8% au T2.

Du fait de sa proximité géographique avec l'Ukraine et de sa dépendance aux hydrocarbures russes, l'Europe est la région la plus affectée par les répercussions économiques de la guerre en Ukraine. En zone Euro, l'inflation a atteint 10,6% en octobre avant de s'infléchir fin 2022, terminant à 9,2% en décembre suite à la baisse des prix de l'énergie.

Au Royaume-Uni, l'inflation a atteint un pic de 11.1% en octobre, le Brexit s'ajoutant aux fluctuations des prix énergétiques.

Aux Etats-Unis, où la Réserve fédérale a relevé 7 fois le taux des fonds fédéraux depuis mars 2022, l'inflation s'est infléchie en juillet, refluant de 9,1% en juin à 6,5% en décembre. Mais jusqu'ici, les prix des composantes sous-jacentes n'ont toujours pas montré de signe de ralentissement. En conséquence, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation non transformée) est toujours en hausse atteignant 5,7% aux Etats-Unis et 6,9% en zone Euro en décembre ou encore 6,3% au Royaume-Uni en novembre. Conjugué à un environnement macro-financier mondial incertain, le durcissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale a participé à la forte appréciation du dollar américain en 2022.

Enfin, la Chine termine l'année avec l'abandon de sa stratégie « zéro covid » début décembre. D'autant qu'après un T2 moribond (0,4% en GA), le rebond de croissance enregistré au T3 (3,6% en GA) reposait sur des bases fragiles, avec notamment un marché immobilier en grande difficulté.

1.2. Contexte européen

Un conflit majeur aux portes de l'Europe, une inflation inédite depuis des décennies, un durcissement de la politique monétaire, un coup de frein de la croissance, une crise énergétique déstabilisatrice... en quelques mois, l'économie européenne a traversé une série de chocs exceptionnels. Après une crise sanitaire vertigineuse et des confinements à répétition, la zone euro va devoir faire face à d'immenses défis en 2023.

A court terme, l'arrivée des températures glaciales sur l'ensemble du continent met à rude épreuve l'approvisionnement en énergie déjà secoué par la fermeture des robinets du gaz russe et les failles sur le système électrique. A plus long terme, la multiplication des événements climatiques extrêmes à l'instar de 2022 va obliger les Etats à accélérer leur transition énergétique et réduire leur dépendance aux énergies fossiles. Dans ce contexte troublé, l'économie du Vieux continent se retrouve en fortes difficultés pour financer des investissements nécessaires à la décarbonation de son industrie. Le prolongement de la guerre en Ukraine en 2023 risque de reléguer au second plan cette indispensable transition écologique.

L'Europe se relevait doucement du choc de la pandémie de covid-19 et des confinements à répétition et le premier semestre de 2022 apparaissait dynamique. Mais la claque de la guerre en Ukraine l'a frappée en plein fouet. Si les autres régions du globe sont impactées par la guerre, l'Europe l'est bien plus durement. Selon les prévisions du FMI, la moitié des pays de l'Europe pourrait être en récession en 2023.

A la différence des autres régions dont l'inflation est en partie tirée par la consommation, l'inflation sur le Vieux continent, elle, est importée. En effet, l'Europe qui était dépendante à environ 40 % de la Russie pour son approvisionnement en gaz a souffert des coupures, de l'embargo et en bout de course de la flambée des cours. En décembre, la Banque centrale européenne (BCE) a estimé l'inflation à 8,4 % en 2022 et anticipait une inflation de 6,3 % en 2023.

La BCE a remonté ses taux à 1,5 voire 2 % en décembre pour limiter la hausse des prix.

Fin 2022, suite aux révisions haussières de ses prévisions d'inflation, le ton de la BCE s'est durci avec l'annonce de probables prolongements tant du cycle haussier des taux que de la durée de son resserrement monétaire. Enfin, côté bilan, la BCE débutera son *Quantitative Tightening (resserrement quantitatif)* en mars 2023 en ne réinvestissant pas l'équivalent de 15 milliards € par mois de titres arrivant à maturité jusqu'à la fin du T2.

2. Contexte national et gouvernemental

2.1. Contexte national

L'activité économique a rebondi à 0,5% au T2 avant de ralentir au T3 à 0,2%.

Dans un contexte d'inflation élevée, la consommation des ménages, recule légèrement de 0,1% au T3.

En moyenne, l'inflation française a été de 5,2% en 2022 contre 1,6% en 2021.

Mais grâce aux mesures de lutte contre l'inflation (boucliers tarifaires, remise carburants...) adoptées par le gouvernement Français, la hausse moyenne de l'inflation française s'est révélée en 2022 la plus faible de la zone Euro et reste bien inférieure à celle de 8,9% enregistrée en moyenne en zone Euro.

Au T3 la croissance française a été portée par l'investissement qui a nettement accéléré pour atteindre 1.7% T/T après deux trimestres à 0.05%. Cette dynamique est largement due aux investissements d'entreprises non financières qui ont bondi de 0.9% au T2 à 3.1% au T3 sous l'effet d'un rebond d'achats de véhicules.

Les investissements des ménages, immédiatement affectés par le durcissement des conditions financières, ont eux reculés de 0.7%.

La contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB a été négative 0.5%. Jusqu'ici, l'activité française s'est révélée relativement résiliente face à l'envolée de l'inflation et devrait, malgré le ralentissement attendu fin 2022, croître de 2.5% en moyenne en 2023.

Depuis 2021, la France a assisté à une hausse progressive de l'inflation. Face au rebond de la demande mondiale post-Covid associé aux goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement et à des facteurs climatiques défavorables de sécheresse, l'inflation française a dépassé en 2021, le seuil de 2% dès le T3.

La crise énergétique induite par le déclenchement de la guerre en Ukraine fin février 2022 a propulsé depuis l'inflation à des niveaux records qui n'avaient plus été atteints depuis le milieu des années 1980.

Si cette inflation est initialement imputable à l'augmentation spectaculaire des prix de l'énergie, elle se diffuse depuis progressivement à l'ensemble des biens et services, entraînant l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation non transformée) dans son sillage.

Progressant régulièrement depuis janvier, celle-ci atteignait 5,3% en novembre 2022 Elle devrait être proche de 3,8% en moyenne en 2022 après 1,1% en 2021. Bien qu'impressionnante, l'envolée de l'inflation a été atténuée en France par de nombreuses mesures de soutien gouvernementales, de sorte que son niveau est le plus faible au sein de la zone Euro, où l'inflation totale et sous-jacente ont atteint respectivement 8,4% et 6,9% en moyenne en 2022

Confronté à la hausse de l'inflation, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages français s'est replié de 1,8% T/T au T1 et 1% au T2 de 2022 avant de rebondir à 0,8% au T3 sous l'effet conjugué des renégociations d'accords salariaux, de la revalorisation du Smic 2,01% en août et d'autres mesures gouvernementales telles que la prime de partage de la valeur mise en place en juillet ou encore la revalorisation du point d'indice des agents de la fonction publique. La revalorisation des retraites complémentaires associée à de nouvelles mesures de soutien introduites au T4 (suppression de la redevance audiovisuelle, poursuite de la réduction de la taxe d'habitation, chèque énergie exceptionnel devrait à nouveau soutenir le pouvoir d'achat au T4 de sorte que la perte de pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'année devrait rester relativement limitée (inférieure à 1% en 2022)

2.2. Contexte gouvernemental

En décembre, la Banque de France envisageait pour 2023 une croissance de + 0,3 % et une inflation de 6,0 %. Les prévisions gouvernementales au-delà de 2023 figurent dans le projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 : la croissance reviendrait à 1,6 % voire 1,8 % dès 2024 et l'inflation refluerait à 1,8 % voire 2,1 % à compter de 2025.

Naturellement, tout dépendra des prix de l'énergie et d'éventuels effets de « second tour » de l'inflation. En 2023, le solde public se stabiliserait à – 5,0 %, mais avec une contribution négative de l'Etat, positive des administrations sociales et à nouveau neutre du monde local.

Le gouvernement programme, à l'horizon 2027, le retour du déficit public français sous 3 %, seuil au-delà duquel la Commission européenne peut lancer une procédure pour « déficit excessif », financièrement sanctionnable après de multiples étapes.

Contribution attendue des collectivités à la compression du déficit public

L'Etat a beau être à l'origine du déficit actuel, il s'estime incapable de parvenir seul à rétablir le ratio consolidé français.

Dans le projet de loi de programmation des finances publiques, il se voit de retour à -4,3 % en 2027. Les -2,9 % consolidés ne seraient tenus que grâce à un excédent de 1,0 % de la sphère sociale, facilité par la réforme des retraites, et de 0,5 % du monde local... certes en année post-électorale, mais qui correspondrait à une quasi-absence d'emprunt. Pour y parvenir sans révision significative de l'investissement, les collectivités devraient tendanciellement comprimer leurs dépenses de fonctionnement de 0,5 % par an en volume.

3. Loi de finances 2023 : Les aides et mesures pour les collectivités

3.1. Fiscalité locale

La loi de finance 2023 annonce dans son rapport, la suppression de la CVAE sur 2 ans et sa compensation par une fraction de TVA déterminée sur la base d'une moyenne triennale des recettes de CVAE des collectivités locales. En matière de fiscalité, alors que l'idée d'un plafonnement de la revalorisation forfaitaire des bases avait été envisagée pour la taxe foncière, cette dernière n'a pas été retenue par le gouvernement. Aussi, la revalorisation forfaitaire devrait s'élever comme chaque année au niveau du glissement annuel de l'IPCH (mesuré à 7,1% d'octobre 2021 à octobre 2022, selon les données INSEE).

Concernant l'actualisation des valeurs locatives, celle-ci a de nouveau été décalée, aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. La réactualisation des valeurs locatives professionnelles qui devait s'appliquer pour 2023 a été repoussée à 2025. Pour les valeurs locatives d'habitation, le report est pour 2028.

Le périmètre de la taxe sur les logements vacants est étendu à davantage de communes touristiques et, donc, la majoration sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires pourra être appliquée sur 4 000 nouvelles communes. La loi de finance 2023 intègre également la hausse des taux de la taxe sur les logements vacants, de 12,5 % à 17 % la première année et de 25 % à 34 % à partir de la deuxième année.

3.2. Dotations de l'Etat

Côté dotations, cette année le gouvernement a décidé d'abonder l'enveloppe globale de DGF à hauteur de 320M€, et ce afin de financer les hausses de dotation de solidarité rurale (DSR) et dotation de solidarité urbaine (DSU) sans éroder la dotation forfaitaire (DF) pour les communes et de la dotation d'intercommunalité (DI) pour les intercommunalités.

3.3. Aides

L'article 14 de la loi de finances rectificative pour 2022 a mis en place un « filet de sécurité » à hauteur de 430 millions d'euros pour aider les collectivités face à la hausse du point d'indice, du coût de l'alimentation et de l'énergie. Cette aide a été reconduite dans la loi de finances 2023 à hauteur de 1,5 milliards d'euros pour soutenir les collectivités face à la hausse des dépenses énergétiques. S'ajoute au filet de sécurité, un « amortisseur électricité » visant à garantir un prix raisonnable de l'électricité aux collectivités. Il protégera les plus impactées par les hausses des prix et s'appliquera au 1er janvier 2023, pour un an, à tous ceux qui n'ont pas accès aux tarifs réglementés de vente.

Enfin, pour accompagner les collectivités vers l'adaptation aux enjeux du changement climatique, un « fonds vert » est mis en place et doté de 2 milliards d'euros. Les collectivités mettant en place des projets en faveur du climat et de la biodiversité pourront y prétendre.

3.4. Mini-réforme des indicateurs


La réforme du calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition de la DGF vise en premier lieu à tirer les conséquences de la réforme du panier de ressources des collectivités territoriales. Ces évolutions, issues des travaux menés par le Comité des finances locales, visent à tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités (notamment l'attribution de la part départementale de taxe foncière aux communes ; la perception par les EPCI et les départements d'une fraction de TVA et la création d'un prélèvement sur recettes compensant les pertes de recettes liées à la réforme de l'assiette des locaux industriels) et ainsi retranscrire le plus fidèlement possible le niveau de ressources des collectivités.

LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE

4. Bilan de l'exercice 2022

4.1. Les recettes de fonctionnement

En 2022, les recettes de fonctionnement courant (hors recettes exceptionnelles) s'élèvent à 11 597 896,69 € contre 10 464 499,93 € en 2021, soit une progression de 10% analysée comme suit :

-  +60 236 € pour le bloc DGF
-  +465 498 € pour les produits des services (principalement générée par le centre de santé)
-  +408 888 € pour la fiscalité directe
-  +36 040 € pour les droits de mutations

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Produits des services | 618 916 | 679 117 | 452 973 | 728 564 | 1 385 584 |
| <i>Dont cantines scolaires</i> | 244 337 | 256 660 | 196 145 | 228 419 | 239 678 |
| <i>Dont entrées monuments</i> | 225 529 | 269 044 | 123 887 | 136 834 | 268 496 |
| <i>Dont CMS</i> | | | | 201 725 | 557 111 |
| Impôts et taxes | 6 717 498 | 6 801 400 | 6 909 171 | 7 631 733 | 7 924 931 |
| <i>Dont impôt locaux</i> | 3 966 307 | 4 066 747 | 4 222 177 | 4 684 712 | 5 093 600 |
| <i>Dont Attribution de compensation</i> | 1 894 513 | 1 879 176 | 1 879 176 | 1 879 176 | 1 880 656 |
| <i>Dont Fond National Garantie Ressources</i> | 54 077 | 54 118 | 54 118 | 49 599 | 54 118 |
| <i>Dont Fond Péréquation</i> | 127 749 | 127 008 | 136 766 | 143 772 | 72 604 |
| <i>Dont Taxe Consommation Electricité</i> | 227 733 | 227 591 | 218 075 | 229 946 | 242 116 |
| <i>Dont taxe additionnelle</i> | 316 045 | 309 113 | 313 832 | 469 376 | 505 417 |
| Dotations et participations | 1 455 604 | 1 455 716 | 1 538 056 | 1 641 586 | 2 204 550 |
| <i>Dont Dotation forfaitaire</i> | 433 222 | 431 695 | 438 858 | 445 538 | 458 584 |
| <i>Dont Dotation Solidarité Rurale</i> | 313 917 | 322 640 | 362 747 | 394 282 | 429 594 |
| <i>Dont Dotation Nationale Péréquation</i> | 193 657 | 219 045 | 249 211 | 248 238 | 260 116 |
| <i>Dont participation Contrat aidé</i> | 29 066 | 5 911 | 4 046 | 67 368 | 115 475 |
| <i>Dont participation Agence de santé</i> | | | | 50 458 | 124 015 |
| Autres produits | 363 874 | 369 781 | 367 815 | 347 239 | 348 056 |
| <i>Dont bâtiments locatifs</i> | 362 422 | 367 602 | 364 981 | 344 493 | 346 465 |
| Atténuation de charges | 41 710 | 117 363 | 229 393 | 126 877 | 67 622 |
| TOTAL RECETTES COURANTES | 9 197 602 | 9 423 377 | 9 497 407 | 10 475 999 | 11 930 743 |
| Produits exceptionnelles | 73 696 | 33 881 | 91 715 | 456 173 | 1 739 764 |
| <i>Dont produits des cessions</i> | 14 500 | 4 051 | 38 000 | 362 000 | 1 665 660 |
| TOTAL RECETTES REELLES | 9 271 298 | 9 457 259 | 9 589 122 | 11 294 172 | 13 670 507 |
| Total Opération d'ordre | 144 798 | 246 965 | 25 977 | 119 069 | 304 626 |
| Résultat N-1 reporté | 2 787 800 | 2 652 391 | 2 119 258 | 2 519 156 | 2 944 697 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 12 403 991 | 12 491 252 | 11 747 546 | 13 577 303 | 16 919 830 |

| | 2018/2019 | 2019/2020 | 2020/2021 | 2021/2022 |
|--------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Evolution % | 0,006% | -0,06% | 13,47% | 20,23% |

4.2. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement courant (hors charges financières et exceptionnelles) s'élèvent à 9 917 222.11 € pour 2022 contre 9 081 684.27 € en 2021, soit une augmentation de 9%.

Aussi, plusieurs faits marquants sont à mettre en avant :

- ⬇️ Augmentation du coût des matières premières (Inflation)
- ⬇️ Augmentation des prix de l'énergie (crise énergétique)
- ⬆️ Augmentation des salaires de la fonction public territoriale (revalorisation du point d'indice)

L'impact de l'augmentation des coûts énergétiques et de l'évolution du point d'indice représente une augmentation cumulée de 485 706 € ; compensé à hauteur de 50% par la dotation du filet de sécurité.

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| Charges à caractère général | 2 320 246 | 2 441 243 | 2 041 505 | 2 504 371 | 2 627 142 |
| <i>Dont électricité, gaz, eau et carburant</i> | 674 771 | 766 323 | 607 768 | 632 082 | 681 025 |
| <i>Dont fêtes et cérémonies</i> | 99 531 | 112 670 | 42 770 | 99 531 | 140 276 |
| <i>Dont assurance obligatoire</i> | 52 803 | 65 476 | 54 542 | 59 590 | 99 603 |
| <i>Dont taxes foncières</i> | 94 371 | 63 431 | 84 973 | 83 847 | 97 726 |
| Charges de personnels | 4 988 149 | 5 070 812 | 5 179 825 | 6 024 111 | 6 679 972 |
| Autres charges de gestion courante | 606 325 | 618 099 | 567 232 | 605 725 | 663 906 |
| <i>Dont Indemnité aux élus</i> | 119 482 | 119 984 | 121 212 | 140 754 | 145 868 |
| <i>Dont Subvention aux associations</i> | 181 809 | 189 900 | 178 200 | 117 600 | 191 500 |
| <i>Dont Subvention au CCAS</i> | | | | 80 000 | 30 000 |
| <i>Dont participation au SDISS</i> | 199 610 | 204 201 | 207 060 | 208 509 | 212 888 |
| TOTAL DEPENSES COURANTES | 7 914 720 | 8 130 153 | 7 788 562 | 9 134 207 | 9 971 043 |
| Charges financières (Intérêts) | 649 193 | 971 558 | 457 257 | 427 107 | 399 220 |
| Charges exceptionnelles | 84 523 | 31 525 | 36 147 | 44 288 | 168 448 |
| <i>Dont subvention aux personnes privé</i> | 30 775 | 26 854 | 30 248 | 39 760 | 53 872 |
| TOTAL DEPENSES REELLES | 8 648 437 | 9 133 236 | 8 281 966 | 9 605 601 | 10 538 |
| Total Opération d'ordre | 345 623 | 485 422 | 400 664 | 768 902 | 2 237 999 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 9 271 600 | 10 012 994 | 9 214 630 | 10 484 693 | 12 806 687 |

| | 2018/2019 | 2019/2020 | 2020/2021 | 2021/2022 |
|--------------------|-----------|------------|------------|------------|
| Evolution % | 7% | -8% | 12% | 18% |

4.3. Les recettes d'investissement

| RECETTES D'INVESTISSEMENT | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| Ressources propres | 960 884 | 865 928 | 814 542 | 879 908 | 416 647 |
| <i>Dont FCTVA</i> | <i>158 388</i> | <i>254 649</i> | <i>283 775</i> | <i>797 681</i> | <i>198 984</i> |
| <i>Dont Taxe d'aménagement</i> | <i>102 496</i> | <i>131 279</i> | <i>171 767</i> | <i>68 466</i> | <i>69 750</i> |
| <i>Dont excédent N-1 capitalisé</i> | <i>700 000</i> | <i>480 000</i> | <i>359 000</i> | <i>13 760</i> | <i>147 912</i> |
| Subventions DETR/DSIL/FC... | 461 525 | 1 038 016 | 683 577 | 273 911 | 337 263 |
| <i>Dont versée par l'ETAT</i> | <i>104 847</i> | <i>83 405</i> | <i>90 006</i> | <i>15 095</i> | <i>31 848</i> |
| <i>Dont versée par la REGION</i> | <i>83 010</i> | <i>147 965</i> | <i>57 240</i> | <i>60 454</i> | <i>100 470</i> |
| <i>Dont versée par le DEPART.</i> | <i>43 546</i> | <i>168 698</i> | <i>123 000</i> | - | <i>87 180</i> |
| <i>Dont versée par la CCACVI</i> | <i>163 558</i> | <i>163 558</i> | <i>385 558</i> | <i>163 558</i> | - |
| <i>Dont autres organismes divers</i> | <i>66 562</i> | <i>474 389</i> | <i>27 773</i> | <i>34 804</i> | <i>117 014</i> |
| Opération d'ordre | 2 109 932 | 3 217 469 | 400 664 | 848 464 | 2 237 998 |
| Solde d'exécution positif de l'exercice N-1 | 2 846 225 | 3 405 215 | 403 327 | - | - |
| Emprunts et cautionnement reçus | 3 232 000 | 3 267 451 | 100 | 800 | 1 688 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | 9 610 759 | 11 794 079 | 2 302 209 | 2 003 085 | 2 993 597 |

Le total des financements d'investissement 2022 est de 2,9 M€.

Il n'y a pas de recours à l'emprunt pour la troisième année consécutive.

4.4. Les dépenses d'investissement

| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| Solde d'exécution négatif de l'exercice N-1 | - | - | - | 127 411 | 140 481 |
| Capital emprunts | 2 381 250 | 3 527 421 | 951 105 | 663 756 | 664 007 |
| Dépenses récurrentes | 473 345 | 794 476 | 416 182 | 565 514 | 604 155 |
| <i>Dont mobilier + divers biens</i> | <i>19 059</i> | <i>26 132</i> | <i>21 861</i> | <i>146 536</i> | <i>141 738</i> |
| <i>Dont parc informatique</i> | <i>31 453</i> | <i>33 768</i> | <i>9 096</i> | <i>206 119</i> | <i>36 738</i> |
| <i>Dont parc automobile</i> | <i>26 195</i> | <i>40 200</i> | - | <i>15 478</i> | <i>212 558</i> |
| <i>Dont matériel et outillage technique</i> | <i>51 787</i> | <i>13 486</i> | <i>3 822</i> | <i>114 205</i> | <i>34 663</i> |
| <i>Dont matériel et outillage de voirie</i> | <i>150 003</i> | <i>150 370</i> | <i>59 575</i> | <i>28 477</i> | <i>8 738</i> |
| Dépenses structurantes | 1 432 606 | 4 043 764 | 1 027 286 | 588 250 | 908 264 |
| <i>Dont frais d'études</i> | <i>22 027</i> | <i>38 489</i> | <i>3444</i> | - | <i>25 500</i> |
| <i>Dont acquisitions terrains et bâtiments</i> | <i>240 712</i> | - | - | <i>9 019</i> | <i>16 360</i> |
| <i>Dont travaux et constructions divers</i> | <i>522 840</i> | <i>2 278 986</i> | <i>413 345</i> | <i>170 372</i> | <i>517 992</i> |
| <i>Dont travaux de voirie</i> | <i>643 641</i> | <i>1 726 290</i> | <i>610 497</i> | <i>408 859</i> | <i>348 411</i> |
| Opérations d'ordres | 1 909 108 | 2 979 012 | 25977 | 198 632 | 304 625 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 6 205 544 | 11 390 753 | 2 429 621 | 2 143 567 | 2 642 193 |

Dépenses d'investissement en reste à réaliser : 937 150,56 €

Recettes d'investissement en reste à réaliser : 740 027,11 €

Soit un besoin de financement complémentaire de 154 280,81 € (différence entre dépenses et recettes en reste à réaliser).

Le volume de dépenses de l'investissement réalisé en 2022 sur le budget général est de 2,6 M€.

Le rythme des investissements du budget général est globalement identique à celui de l'exercice 2021.

4.5. Résultat de l'exercice 2022

Le résultat de l'exercice écoulé est positif de 4,4 M€, correction faite des restes à réaliser qui doivent être intégrés (-154 280,81 €).

L'excédent global de clôture s'élève à 4,2 M€ contre 2,9 M€ fin 2021.

Le résultat définitif est donc représenté et détaillé comme suit :

| | |
|--|---------------------|
| Recettes de fonctionnement | 13 987 942,07 |
| Dépenses de fonctionnement | 12 822 454,06 |
| Résultat 2022 | 1 165 488,01 |
| Résultat 2021 reporté (positif) | 2 944 696,89 |
| Résultat cumulé de fonctionnement | 4 110 184,90 |

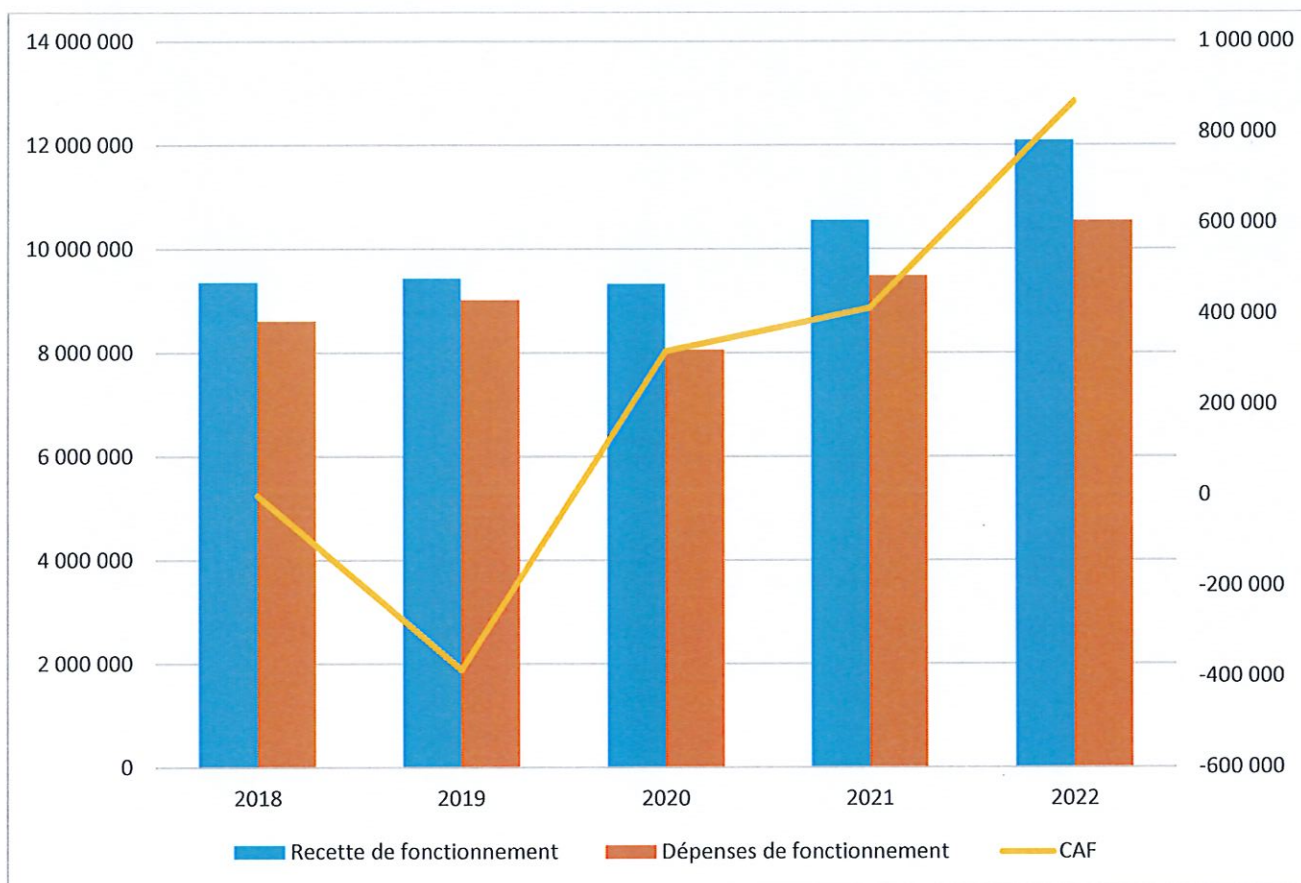
| | |
|---|-------------------|
| Recettes d'investissement | 2 993 597,61 |
| Dépenses d'investissement | 2 501 711,73 |
| Résultat 2022 | 491 885,88 |
| Résultat 2021 reporté (négatif) | -140 481,62 |
| Résultat cumulé d'investissement | 351 404,26 |

| | |
|---|-------------------|
| Solde des Restes à réaliser (négatif) | -197 123,45 |
| Résultat d'investissement avec RAR | 154 280,81 |

| | |
|-----------------------------------|---------------------|
| Résultat Global du CA 2022 | 4 264 465,71 |
|-----------------------------------|---------------------|

4.6. Epargne nette définitive de l'exercice 2022

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---------------------------------------|----------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 9 353 668 | 9 426 953 | 9 321 769 | 10 553 328 | 12 088 785 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 8 606 727 | 9 015 873 | 8 052 573 | 9 478 724 | 10 537 550 |
| = CAF brute | 746 941 | 411 080 | 1 269 196 | 1 074 604 | 1 551 235 |
| - Capital de la dette de l'exercice N | 747 874 | 795 374 | 951 105 | 662 014 | 683 567 |
| = CAF nette | -933 | -384 294 | 318 091 | 412 590 | 867 668 |



5. Les orientations budgétaires de la commune

5.1. Evolution prévisionnelles des recettes de la section de fonctionnement

La Dotation Forfaitaire (D.F.), la Dotation de Solidarité Rurale (D.S.R.) et la Dotation National de Péréquation (D.N.P.) ainsi que les compensations fiscales de taxes foncières et d'habitation seront communiquées par les services de l'Etat fin mars début avril.

Les dotations en provenance de l'Etat :

La loi de finances 2023 prévoit une augmentation de 210 à 320 M€ de la DGF et précise également que 95% des communes verront leur dotation se maintenir ou progresser pour 2023.

Pour la commune d'Elne, ces trois dotations représentent, 10% du total des recettes courantes de fonctionnement.

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | EVOL. 21-22 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------|
| Dotation forfaitaire | 438 858 | 445 538 | 458 584 | 458 584 | 3% |
| DSR | 362 747 | 394 282 | 429 594 | 429 594 | 8% |
| DNP | 249 211 | 248 238 | 260 116 | 260 116 | 5% |
| TOTAL Dotation Globale Forfaitaire | 1 050 816 | 1 088 058 | 1 148 294 | 1 148 294 | 5% |

Les ressources provenant de l'EPCI et le recouvrement de fiscalité :

La Commission Locale chargée de l'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 16/07/2018 fixe les montants définitifs des attributions de compensation comme suit :

| | AC au 31/12/2017 | CLECT du 16/07/2018 | AC définitif à verser à compter de 2018 |
|------|------------------|---------------------|---|
| ELNE | 1 907 410 | - 12 897 | 1 894 513 |

Dans le cadre de la compétence GEMAPI, la commune d'Elne subira une modification de son AC en fonction de l'extinction de la dette des emprunts (2027) liant la CCACVI avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant du Réart. La participation de la commune à déduire de l'AC suite au transfert de la compétence « Grand Cycle de l'Eau » s'élève pour l'exercice 2023 à 11 417 €.

Par ailleurs, une nouvelle modification sera à prévoir à compter du 1^{er} juillet 2023 suite à la récupération de la compétence Eclairage Public, votée en décembre 2022.

Ainsi, le total des financements provenant directement de l'EPCI représente un flux de 1 883 096 € soit près de 16% des ressources courantes de fonctionnement.

La fiscalité locale :

Les bases de la taxe foncière augmenteront de 7.1% en 2023, le taux sera fixé à 45,76%, en hausse de 1,5 point.

En effet, face à la hausse de l'inflation, la loi de finance 2023 prévoit une revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales. Ces fameuses valeurs locatives constituent la base de calcul de plusieurs impôts locaux, dont la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), dernier levier fiscal important des communes pour lesquelles la taxe foncière représenterait une part importante de leurs recettes de fonctionnement.

Pour la commune d'Elne, les produits fiscaux perçus représentent 43% en moyenne du total des recettes courantes de fonctionnement.

Evolution des bases d'imposition :

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Prévision 2023 |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|----------------|
| Base nette Taxe Habitation | 12 624 130 | 13 182 919 | 1 022 753 | 1 046 858 | 1 900 048 |
| Base nette Foncier Bâti | 10 481 924 | 10 817 858 | 10 696 263 | 11 138 399 | 11 920 000 |
| Base nette Foncier Non Bâti | 308 928 | 310 342 | 313 841 | 320 513 | 343 600 |

Evolution des taux d'imposition

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux Taxe Habitation | 14,26% | 14,26% | 14,26% | 14,26% | 14,26% |
| Taux Foncier Bâti | 20,04% | 20,04% | 42,15% | 44,26% | 45,76% |
| Taux Foncier Non Bâti | 55,68% | 55,68% | 58,47% | 61,39% | 61,39% |

Evolution des produits de la fiscalité :

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Prévision 2023 |
|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Produit Taxe Habitation | 1 800 201 | 1 879 884 | 145 845 | 149 282 | 270 947 |
| Produit Foncier Bâti | 2 100 963 | 2 169 495 | 4 512 875 | 4 936 683 | 5 454 592 |
| Produit Foncier Non Bâti | 172 011 | 172 798 | 183 503 | 196 763 | 270 947 |
| TOTAL 3 TAXES DES MENAGES | 4 073 175 | 4 222 177 | 4 842 223 | 5 282 728 | 5 996 486 |
| Compensat° Taxe pro. (DCRTP) | 22 870 | 20 034 | 20 034 | 20 034 | 20 034 |
| Garantie Ressources (FNGIR) | 54 118 | 54 118 | 54 118 | 54 118 | 54 118 |
| TOTAL PRODUIT FISCAL | 4 150 163 | 4 296 329 | 4 916 375 | 5 356 880 | 6 070 638 |

Les autres produits :

Les autres produits tel que le la taxe finale d'électricité, taxe sur la publicité locale extérieure, taxe additionnelle aux droits de mutations et les droits de place, représentent 8% du total des produits courant.

Les impôts et taxes de la commune représente au total 67% du total des recettes courantes de fonctionnement.

5.2. Evolution prévisionnelles des dépenses de fonctionnement

En 2022, les charges de gestion courante (hors charges financières et exceptionnelles) représentaient 78% du total des dépenses réelles de fonctionnement.

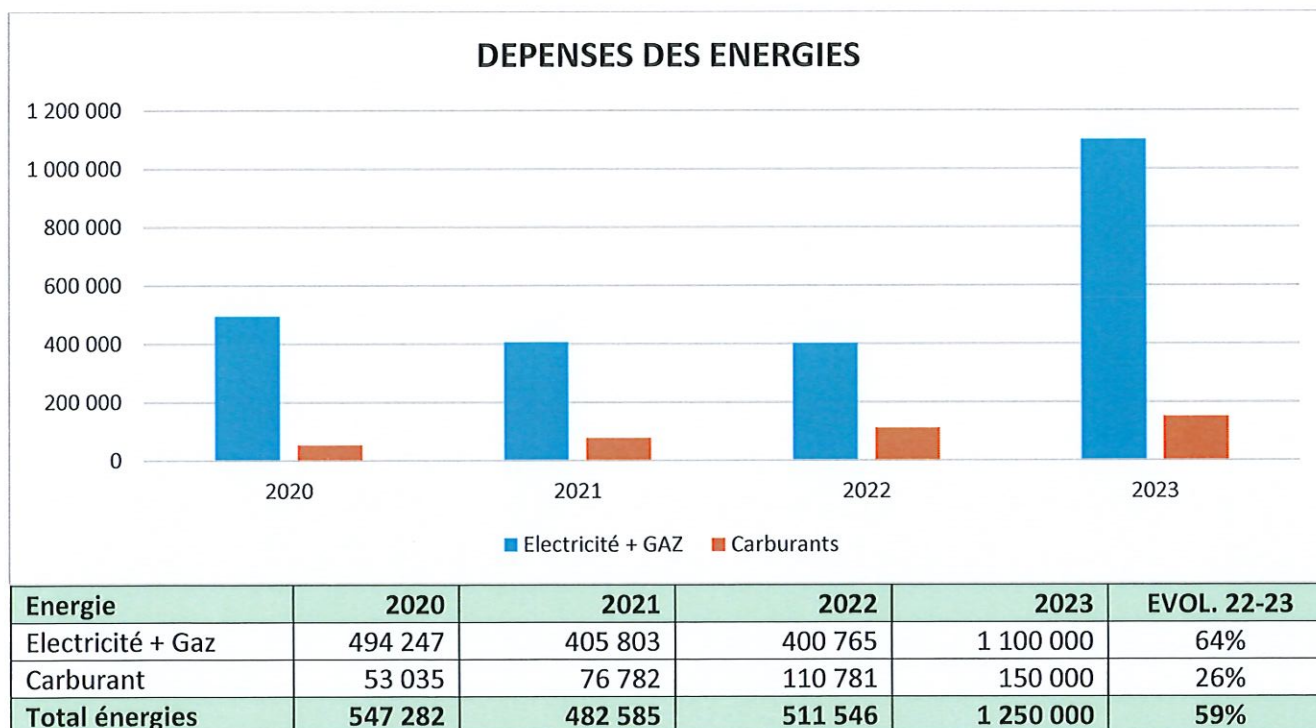
En 2023, celles-ci devraient représenter 85% du total de cette même section, soit une augmentation de 18%.

| DEPENSES - RECAPITULATIF PAR CHAPITRE | | CA 2022 | % | PROP.2023 | % |
|---|---|----------------------|-------------|----------------------|-------------|
| 011 | Charges à caractère général | 2 715 274,92 | 21% | 4 172 562,61 | 27% |
| 012 | Charges de personnel | 6 679 651,26 | 51% | 7 447 911,60 | 52% |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 782 707,36 | 6% | 1 068 100,81 | 6% |
| TOTAL GESTION COURANTE | | 10 177 633,54 | 78% | 12 688 575,02 | 85% |
| 66 | Charges financières | 389 963,37 | 3% | 417 319,43 | 3% |
| 67 | Charges exceptionnelles | 168 594,96 | 1% | 150 000,00 | 1% |
| 68 | Dotations aux amortissements et aux prov. | 30 000,00 | 0% | 40 000,00 | 0% |
| 022 | Dépenses imprévues | - | 0% | 200 000,00 | 1% |
| TOTAL DEPENSES REELLES | | 10 766 191,87 | 83% | 13 495 894,45 | 89% |
| 023 | Virement en investissement | - | 0% | 1 150 000,00 | 8% |
| 042 | Opérations d'ordre entre sections | 2 237 998,62 | 17% | 353 073,55 | 2% |
| TOTAL OPERATIONS D'ORDRES | | 2 237 998,62 | 17% | 1 553 073,55 | 11% |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | 13 004 190,49 | 100% | 14 998 968,80 | 100% |

Focus sur les dépenses de fluides

L'augmentation des charges de gestion à hauteur de 18% tient compte de l'augmentation des coûts des matières premières et principalement de l'augmentation des prix de l'énergie.

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses des énergies de 2020 à 2023.



Pour 2023, on estime l'augmentation des prix de la molécule à x4

5.3. Evolutions prévisionnelles des recettes d'investissement

| RECETTES - RECAPITULATIF PAR CHAPITRE | | CA 2022 | % | PROP.2023 | % |
|--|--|------------------|-------------|---------------------|-------------|
| 10 | Dotation fonds et réserves | 416 648 | 13% | 221 249,80 | 4% |
| 13 | Subvention d'investissement | 337 263 | 11% | 936 713 | 19% |
| 16 | Emprunts cautionnement reçus | 1 688 | 2% | 0 | - |
| 024 | Produits des cessions | | | 1 128 300 | 23% |
| TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 755 599 | 26% | 2 286 262,80 | 46% |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | | | 1 150 000 | 24% |
| 040 | Opérations d'ordre entre sections | 2 237 999 | 74% | 353 074 | 7% |
| 041 | Opération patrimoniales | | | - | |
| TOTAL OPERATIONS D'ORDRES | | 2 237 999 | 74% | 1 503 074 | 32% |
| Solde d'exécution positif de l'exercice N-1 | | - | - | 351 404 | 7% |
| Reste à encaisser 2022 | | | | 740 027 | 15% |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | | 2 993 598 | 100% | 4 880 767,87 | 100% |

5.4. Evolution prévisionnelles des dépenses d'investissement

| DEPENSES- RECAPITULATIF PAR CHAPITRE | | CA 2022 | % | PROP.2023 | % |
|--|-----------------------------------|------------------|-------------|---------------------|-------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 25 500 | 1% | 196 588 | 3% |
| 21 | Immobilisations corporelles | 620 515 | 23% | 916 205 | 18% |
| 23 | Immobilisations en cours | 866 404 | 33% | 1 982 663 | 40% |
| 10 | Dotations fonds et réserves | 20 659 | 1% | - | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 664 007 | 25% | 682 911 | 13% |
| TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT | | 2 197 086 | 83% | 3 778 187 | 76% |
| 040 | Opérations d'ordre entre sections | 304 626 | 12% | 200 000 | 4% |
| 041 | Opération patrimoniales | - | | - | |
| TOTAL OPERATIONS D'ORDRES | | 304 626 | 12% | 200 000 | 4% |
| Solde d'exécution négatif de l'exercice N-1 | | 140 482 | 5% | - | |
| Reste à réaliser 2022 | | | | 937 151 | 20% |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | 2 642 193 | 100% | 4 880 767,87 | 100% |

6. Les engagements pluriannuels en dépenses et recettes

| INTITULE DES OPERATIONS | Opérat° n° | | | | |
|--|---------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| INVESTISSEMENTS RECURENTS | | | | | |
| TRAVAUX DE VOIRIE | 217 | 480 000,00 | 480 000,00 | 480 000,00 | 480 000,00 |
| ECLAIRAGE PUBLIC | 217 | 50 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| SIGNALISATION DE VOIRIE | 329 | 85 000,00 | 50 000,00 | 20 000,00 | 10 000,00 |
| 2031 - FRAIS D'ETUDE | | 40 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 2121 - ENVIRONNEMENT | | 66 000,00 | 50 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 2128-AMENAGEMENTS TERRAINS | | 45 000,00 | 40 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 21578-MATERIEL ET OUTILLAGE DE VOIRIE | | 5 000,00 | 5 000,00 | 10 000,00 | 5 000,00 |
| 2158 - MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUE | | 126 000,00 | 100 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 2182-VEHICULES | | 8 000,00 | 10 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 2183 - MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE | | 87 600,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 2184 - MOBILIER | | 40 000,00 | 20 000,00 | 30 000,00 | 10 000,00 |
| 2188 - AUTRES IMMOB. CORPORELLES | | 160 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| 2313 - TRAVAUX DE BATIMENTS DIVERS | | 250 000,00 | 190 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| 2315 - TRAVAUX DE RESEAUX DIVERS | | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 2313 - TRAVAUX EN REGIE | | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 |
| CAPITAL DETTE | | 675 500,00 | 699 200,00 | 723 800,00 | 700 600,00 |
| Sous-total investissements récurrents | | 2 333 100,00 | 2 019 200,00 | 1 863 800,00 | 1 805 600,00 |

INVESTISSEMENT STRUCTURANTS

| INTITULE DES OPERATIONS | Opérat° n° | | | | |
|--|---------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE | 521 | 170 000,00 | 300 000,00 | 300 000,00 | |
| AMENAGEMENT ANCIEN COLLEGE | 517 | 20 000,00 | 5 000,00 | 1 000,00 | |
| REHABILITATION COMPLEXE SPORTIF | 526 | 177 695,00 | 300 000,00 | 300 000,00 | 300 000,00 |
| PISTES CYCLABLES | 525 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| BOUCHES A INCENDIES | 497 | 20 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| REHABILITATION PATRIMOINE CULTUREL | 528 | 700 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | |
| MISE EN ACCESSIBILITE ADAP | 505 | 40 000,00 | 50 000,00 | 10 000,00 | |
| 202 - FRAIS DE PLU (URBANISME) | | 107 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 2111 - ACQUISITIONS DE TERRAINS | | 73 000,00 | 40 000,00 | 40 000,00 | 40 000,00 |
| Sous-total investissements structurants | | 1 407 695,00 | 1 100 000,00 | 1 056 000,00 | 545 000,00 |
| TOTAL INVESTISSEMENTS | | 3 740 795,00 | 3 119 200,00 | 2 919 800,00 | 2 350 600,00 |

FINANCEMENTS

| LIBELLE | Opérat° n° | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|---------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| SUBVENTION DEPARTEMENT (+/- 20%) | | 936 713,00 | 859 200,00 | 980 550,00 | 780 000,00 |
| SUBVENTION REGION (+/- 10%) | | | | | |
| SUBVENTION ETAT DETR + DSIL (+/- 30%) | | | | | |
| FEDER + TERRAINS ZAI 2022 | | | | | |
| ADEME-AGENCE DE L'EAU-BANQUE DES TERRITOIRES | | | | | |
| MECENAT PRIVE PARTICIPATIF | | | | | |
| FONDS DE SOLIDARITE CCACVI (434 000€ sur 5 ans) | | 90 000,00 | 86 000,00 | 86 000,00 | 86 000,00 |
| FONDS DE PROJETS CCACVI (sur projets communautaires) | | 430 000,00 | 325 000,00 | 236 000,00 | 268 000,00 |
| FCTVA 16,404% | | 150 000,00 | 723 000,00 | 547 000,00 | 385 000,00 |
| CESSION D'ACTIFS | | 1 128 000,00 | | | |
| AUTOFINANCEMENT BRUT | | 1 006 082,00 | 1 126 000,00 | 1 070 250,00 | 831 600,00 |
| MONTANT TOTAL T.T.C | | 3 740 795,00 | 3 119 200,00 | 2 919 800,00 | 2 350 600,00 |

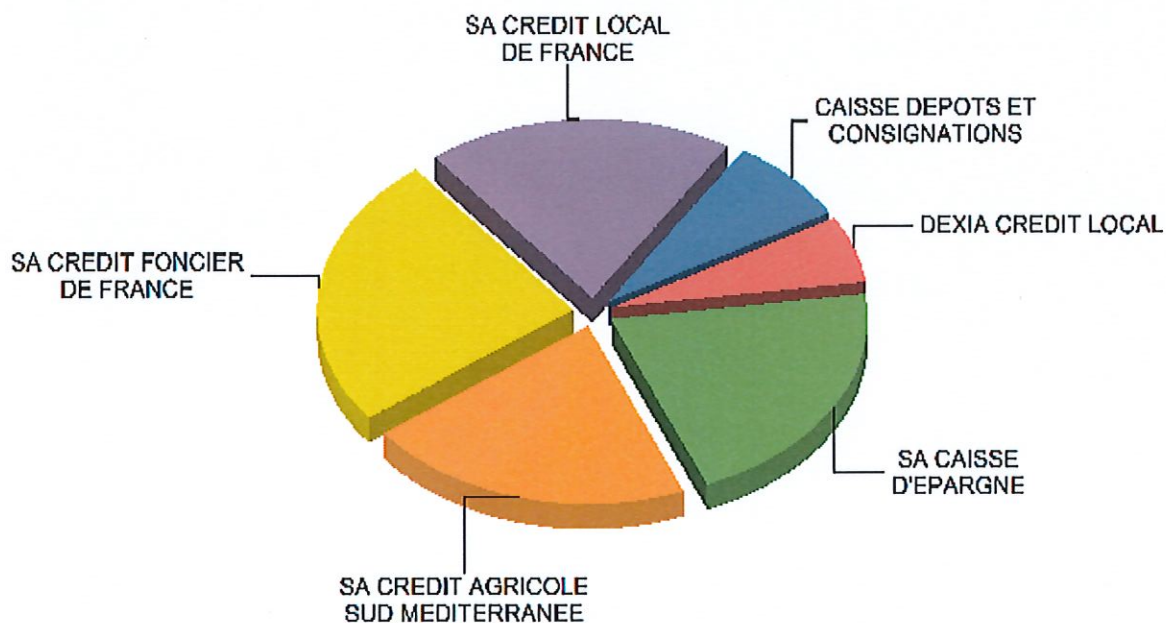
7. L'encours de la dette communale

En 2022, la commune n'a pas réalisé d'emprunt sur le budget principal, ni d'opérations de réaménagement ou de renégociation sur son encours. Les évolutions sont donc liées à l'extinction "naturelle" de l'encours de dette.

Au 1er janvier 2023, la dette de la commune s'élève à 12 728 672.98 € réparti sur 10 contrats, contre 13 412 240.05 € en 2022, soit une baisse de 5%.

Avec 24.5%, 21% et 21.2%, le Crédit Foncier, la Caisse d'épargne et le Crédit agricole sont les principaux prêteurs de la commune. Cette répartition n'évoluera sensiblement pas en l'absence de recours à l'emprunt.

Répartition des échéances par prêteur pour l'exercice 2023



| | | |
|-------------------------------------|-----------------------|---------------|
| CAISSE DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 82 535,28 € | 7,8% |
| DEXIA CREDIT LOCAL | 66 442,82 € | 6,2% |
| SA CAISSE D'EPARGNE | 229 080,83 € | 21,2% |
| SA CREDIT AGRICOLE SUD MEDITERRANEE | 226 399,27 € | 21,0% |
| SA CREDIT FONCIER DE FRANCE | 265 000,00 € | 24,5% |
| SA CREDIT LOCAL DE FRANCE | 210 594,98 € | 19,5% |
| Total : | 1 080 053,18 € | 100,0% |

L'ensemble des emprunts ont été contractés à taux fixe exception faite de l'emprunt relatif à la construction de 17 logements pour la nouvelle gendarmerie dont le taux est indexé en fonction de la variation du taux du Livret A.

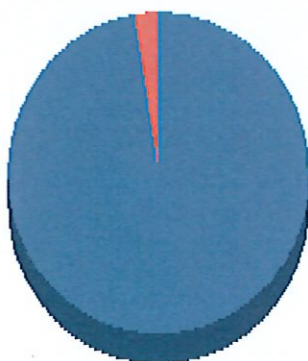
A compter du 1^{er} novembre 2023, date de la première échéance (remboursement annuel), le taux variable passera de 1.90% à 3.40% soit une augmentation des charges d'intérêts passant de 413 161 € à 418 508 €, évalué à +5%.

Comme au premier janvier 2022, la dette de la commune est sécurisée face aux aléas des marchés financiers avec 93.9% de taux fixes contre 6.1% de taux variables, les emprunts à taux variables, ne présentent pas de risque significatif de dérapage des finances de la commune.

Ainsi, la répartition des taux de l'exercice 2023 est représenté comme suit :

BUDGET PRINCIPAL

Répartition du capital remboursé par nature de taux



| | |
|------------|--------|
| ■ Fixe | 97,4% |
| ■ Variable | 2,6% |
| Total : | 100,0% |

Endettement pluriannuel

| Exercice | Annuité | Intérêts | Capital | Frais TTC | Commissions TTC | Capital restant dû |
|----------|----------------|--------------|--------------|-----------|-----------------|--------------------|
| 2023 | 1 080 053,18 € | 418 508,84 € | 661 544,34 € | 0,00 € | 0,00 € | 12 728 672,98 € |
| 2024 | 1 081 330,73 € | 395 746,86 € | 685 583,87 € | 0,00 € | 0,00 € | 12 067 128,64 € |
| 2025 | 1 081 851,17 € | 371 282,85 € | 710 568,32 € | 0,00 € | 0,00 € | 11 381 544,77 € |
| 2026 | 1 034 353,69 € | 346 501,35 € | 687 852,34 € | 0,00 € | 0,00 € | 10 670 976,45 € |
| 2027 | 1 034 875,27 € | 322 130,86 € | 712 744,41 € | 0,00 € | 0,00 € | 9 983 124,11 € |
| 2028 | 1 036 079,98 € | 297 465,00 € | 738 614,98 € | 0,00 € | 0,00 € | 9 270 379,70 € |
| 2029 | 1 011 989,09 € | 271 375,00 € | 740 614,09 € | 0,00 € | 0,00 € | 8 531 764,72 € |
| 2030 | 1 012 779,80 € | 245 098,79 € | 767 681,01 € | 0,00 € | 0,00 € | 7 791 150,63 € |
| 2031 | 1 013 574,43 € | 217 750,32 € | 795 824,11 € | 0,00 € | 0,00 € | 7 023 469,62 € |
| 2032 | 1 014 605,74 € | 189 516,56 € | 825 089,18 € | 0,00 € | 0,00 € | 6 227 645,50 € |
| 2033 | 1 015 096,49 € | 159 573,27 € | 855 523,22 € | 0,00 € | 0,00 € | 5 402 556,32 € |
| 2034 | 806 625,62 € | 132 771,26 € | 673 854,36 € | 0,00 € | 0,00 € | 4 547 033,11 € |
| 2035 | 807 580,46 € | 111 511,99 € | 696 068,47 € | 0,00 € | 0,00 € | 3 873 178,75 € |
| 2036 | 525 841,10 € | 89 527,33 € | 436 313,77 € | 0,00 € | 0,00 € | 3 177 110,28 € |
| 2037 | 526 845,07 € | 78 001,15 € | 448 843,92 € | 0,00 € | 0,00 € | 2 740 796,51 € |
| 2038 | 432 553,36 € | 66 428,51 € | 366 124,85 € | 0,00 € | 0,00 € | 2 291 952,59 € |
| 2039 | 341 811,43 € | 57 215,18 € | 284 596,25 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 925 827,74 € |
| 2040 | 308 742,35 € | 50 617,69 € | 258 124,66 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 641 231,49 € |

| Exercice | Annuité | Intérêts | Capital | Frais TTC | Commissions TTC | Capital restant dû |
|----------|--------------|-------------|--------------|-----------|-----------------|--------------------|
| 2041 | 171 838,00 € | 45 124,55 € | 126 713,45 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 383 106,83 € |
| 2042 | 127 104,54 € | 42 418,85 € | 84 685,69 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 256 393,38 € |
| 2043 | 105 485,45 € | 39 838,06 € | 65 647,39 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 171 707,69 € |
| 2044 | 106 787,45 € | 37 606,05 € | 69 181,40 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 106 060,30 € |
| 2045 | 108 105,51 € | 35 253,88 € | 72 851,63 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 036 878,90 € |
| 2046 | 109 439,85 € | 32 776,92 € | 76 662,93 € | 0,00 € | 0,00 € | 964 027,27 € |
| 2047 | 110 790,66 € | 30 170,39 € | 80 620,27 € | 0,00 € | 0,00 € | 887 364,34 € |
| 2048 | 112 158,14 € | 27 429,30 € | 84 728,84 € | 0,00 € | 0,00 € | 806 744,07 € |
| 2049 | 113 542,49 € | 24 548,51 € | 88 993,98 € | 0,00 € | 0,00 € | 722 015,23 € |
| 2050 | 114 943,94 € | 21 522,72 € | 93 421,22 € | 0,00 € | 0,00 € | 633 021,25 € |

LES RESSOURCES HUMAINES

8. La structure des effectifs

Au 31/12/2022, la Commune a un effectif de 191 agents dont la mission est d'assurer l'ensemble du service public de notre collectivité. Ces missions s'organisent autour des directeurs et chefs de services et se réalisent pour chaque agent sur un temps de travail annuel de 1607 heures.

Les effectifs en postes pourvus se répartissent comme suit :

| | Au 31/12/2022 |
|-------------------------|---------------|
| Agents titulaires | 130 |
| Agents non titulaires | 51 |
| Contrats PEC | 9 |
| Vacataire | 1 |
| SOIT UN TOTAL DE | 191 |

Dont 12 agents reconnus travailleurs handicapés

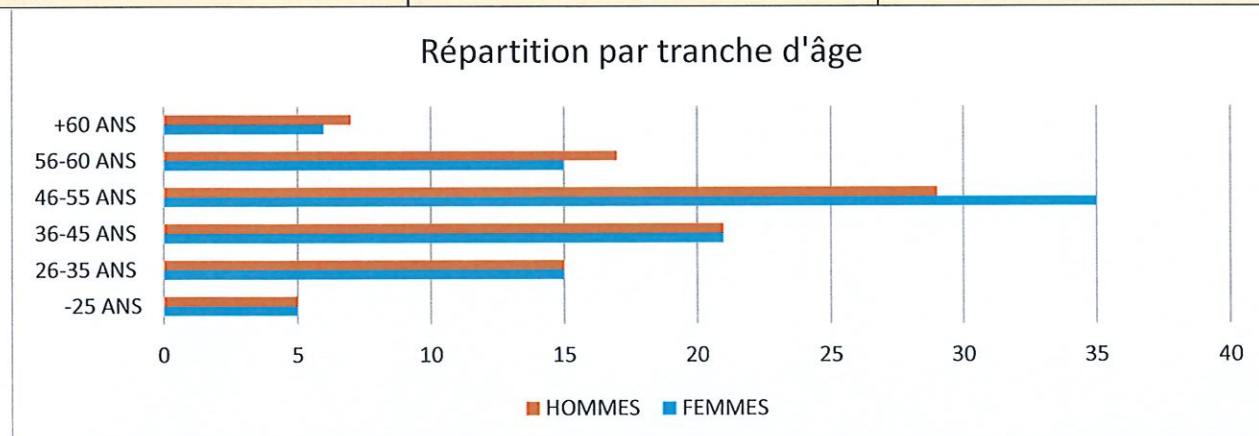
La répartition par catégorie d'emplois (au 31/12/2022) se définit comme suit :

| | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Titulaires et/ou Stagiaires | 6 | 9 | 115 |

| | Effectifs | Dont ETP |
|----------------|------------|---------------|
| Titulaires | 130 | 126.14 |
| Non titulaires | 61 | 40.03 |
| TOTAL | 191 | 166.17 |

La répartition par genre et par âge se distingue comme suit :

| Tranche d'âge | Femmes | Hommes |
|---------------|-----------|-----------|
| -25 ans | 5 | 5 |
| 26-35 ans | 15 | 15 |
| 36-45 ans | 21 | 21 |
| 46-55 ans | 35 | 29 |
| 56-60 ans | 15 | 17 |
| +60 ans | 6 | 7 |
| Total | 97 | 94 |



9. Les dépenses de personnels : situation au regard de la masse salariale de l'exercice 2022

Chaque année cette dépense fait l'objet d'une prévision évaluée comme suit :

- ✚ Agent par agent en fonction de la grille indiciaire et des statuts particuliers, le salaire mensuel est annualisé.
- ✚ La masse salariale des futurs recrutements (remplacements agents absents, saisonniers et besoins des services)
- ✚ Les avancements d'échelons proratisés en fonction de la date de l'événement
- ✚ Les avancements de grade
- ✚ L'estimation des éléments de paie (augmentation RI, HS, HC, Astreinte...)
- ✚ Les cotisations patronales et leurs augmentations
- ✚ La médecine préventive
- ✚ L'assurance statutaire
- ✚ L'impact budgétaire des réformes statutaires et des augmentations du SMIC et du point d'indice
- ✚ Le montant ainsi obtenu correspond à la masse salariale prévisionnelle de la collectivité pour l'année 2022.

Sont également inclus dans l'évaluation :

- ✚ Une provision permettant de maintenir au même niveau que les années précédentes les efforts de la collectivité en matière d'avancement de grade et promotions internes ainsi que les nominations après réussites à concours et/ou examens professionnels.
- ✚ Une provision est prévue pour permettre de pallier les absences au sein de certains services lorsque les besoins le justifient. Ce budget permet au service de s'adapter et parfois de renoncer au remplacement poste pour poste permanent tout en assurant la continuité du service (saisonnalité, pics d'activité ou absences)
- ✚ Un budget d'heures supplémentaires et d'indemnités d'astreintes permet également à la collectivité de faire face aux sollicitations exceptionnelles et assurer des interventions techniques, sécuritaires et de propreté urbaine sur les sites communaux.
- ✚ L'assurance statutaire couvrant le risque maladie, maternité, accident du travail des agents titulaires de la fonction publique,

Le budget 2022 a été réalisé comme suit :

| | Prévision 2022 | Réalisée 2022 | Réal. % |
|-----------------------|----------------|---------------|---------|
| Charges de personnels | 6 908 000 € | 6 679 651 € | 97% |
| Formation personnels | 48 700 € | 32 147 € | 66% |
| Indemnité Elus | 133 500 € | 135 343 € | 101% |
| Formation Elus | 24 800 € | 2 576 € | 10% |

10. La rémunération des agents

La vie professionnelle des agents s'organise selon les principes et règles de la fonction publique territoriale. Ainsi l'avancée de la carrière s'opère par une progression des échelons et des grades et plus rapidement grâce à l'admission aux différents concours. L'accompagnement des carrières est réalisé à la fois par la mise en œuvre des évolutions statutaires et par des mesures internes pilotées par la collectivité.

La Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) :

La NBI concerne 28 agents en 2022. Elle constitue un droit et s'applique à tout agent stagiaire et titulaire occupant les missions définies par les décrets 2006- 779 et 780 du 3 juillet 2006.

En 2022, 16 agents ont bénéficié d'un avancement de grade immédiatement supérieur.

L'année 2022 a connu une revalorisation de 2,65 % du SMIC au 1er mai, l'augmentation du point d'indice augmenté de 3,5 % au 1er juillet.

Le Régime Indemnitaires :

Le RIFSEEP : Pour rappel, le conseil municipal a adopté, dans sa séance du 15/12/2016, la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale.

L'objectif est de déterminer un régime indemnitaire applicable à un poste, pas à un agent. Il convient donc de s'appuyer sur les missions exercées et non sur la carrière de l'agent.




L'Action Sociale de la collectivité :

La Commune a adhéré depuis le 1^{er} janvier 2009 au Comité National d'Action Sociale (CNAS) pour tous les agents titulaires, stagiaires et contractuels de plus de 6 mois.

En 2022, la collectivité comptait 143 agents adhérents et a cotisé 212 € par an et par agent (soit 30 316 €).

En 2023, 165 agents sont adhérents, le CNAS a gelé le montant des cotisations en 2020, 2021, 2022 et 2023.

Chaque année, la commune propose différentes rencontres de l'ensemble du personnel à l'occasion :

-  Des fêtes de fin d'année : chocolat et coupe de champagne
-  Des vœux du Maire : apéro dinatoire
-  De Noël : un présent pour les enfants du personnel

La participation employeur à la protection sociale complémentaire santé et à la garantie de maintien de salaire :

Depuis 2012, la collectivité s'engage auprès de ses agents en proposant une participation financière sur la couverture de la protection sociale complémentaire santé et de la garantie de maintien de salaire.

Cette participation s'inscrit dans une démarche de garantir aux agents une qualité de vie au travail et de leur permettre de conserver un niveau de vie décent en cas de maladie grave. Cette participation a été réévaluée par délibération du 21/11/2020, à 13 € pour la participation mensuelle sur la garantie complémentaire santé labellisée et à 10 € sur la garantie maintien de salaire en cas d'arrêt de travail de + de 3 mois.

11. La durée effective de travail de la collectivité

La durée de travail de la commune est de 1 607 heures par an et elle se répartie comme suit :

36h hebdomadaires pour les agents des services administratifs

36h annualisés pour les services de police municipale, patrimoine et le centre municipal de santé

37,50h hebdomadaires pour les agents du centre technique municipal, les cadres de direction et le cabinet du Maire

Les services scolaires, ayant un cycle annualisé, sont à 35h hebdomadaires.

12. L'évolution prévisionnelle des effectifs et de la masse salariale

La préparation budgétaire a eu pour principal objectif une évaluation au plus juste de la masse salariale.

Ont été intégrés au budget :

- ✚ Le GVT (glissement vieillesse technicité)
- ✚ Une campagne d'avancement de grade tant dans les possibilités offertes par le statut de la fonction publique que par nomination suite à réussite à concours ou examen ou encore par la promotion interne.
- ✚ Une campagne de stagiairisation d'agents contractuels
- ✚ Une provision pour le recrutement à durée déterminée pour pallier les absences ou renforcer les services en pic d'activités ou lors de protocoles sanitaires renforcés
- ✚ Une provision pour la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (recrutement et plan de formation) dont les recrutements suivants :
- ✚ 1 agent à temps partiel en renfort pour le service communication
- ✚ 1 agent en service civique pour le service environnement ??

Ces différents éléments ont permis de construire la proposition budgétaire suivante :

| | Prévision 2023 |
|-----------------------|----------------|
| Charges de personnels | 7 447 912 € |
| Formation personnels | 66 861 € |
| Indemnité Elus | 156 000 € |
| Formation Elus | 29 135 € |

L'objectif pour l'année 2022 est de contenir l'évolution des effectifs de la collectivité tout en garantissant la qualité du service public et en assurant l'adaptation de ces mêmes effectifs aux évolutions de nos compétences et des exigences du service public.

13. La démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines

La réflexion sur l'organisation du service Ressources Humaines engagée l'année dernière se poursuit et a été actée par la validation des Lignes Directrices de Gestion qui définissent les 4 objectifs prioritaires suivants :

- ✚ Accompagner les personnes et les collectifs en lien avec le projet de la commune, ses valeurs, ses ambitions et les métiers portés par les projets de service.
- ✚ Accompagner chaque agent individuellement dans la gestion de la carrière, des ambitions et du projet professionnel
- ✚ Assurer un cadre d'épanouissement agréable pour les agents favorisant les collectifs de travail
- ✚ Faciliter le dialogue et les communications

Aussi, la politique d'avancement, outre une politique active de formation et de bien-être au travail, la commune poursuivra sa politique d'avancement pour tous les agents remplissant les conditions.

Sont pris en compte la valeur professionnelle et les acquis de l'expérience professionnelle des agents soit à travers :

- ✚ La diversité du parcours et des fonctions exercées,
- ✚ Les formations suivies,
- ✚ Les conditions particulières d'exercice, attestant de l'engagement professionnel, de la capacité d'adaptation, et, le cas échéant, de l'aptitude à l'encadrement d'équipes,
- ✚ A assurer l'égalité entre les femmes et les hommes dans les procédures de promotion en tenant compte de la part respective des femmes et des hommes dans les cadres d'emplois et grades concernés.

Ainsi en 2023, 11 agents vont bénéficier d'un avancement de grade avec effet rétroactif au 1^{er} janvier en 2023. 9 dossiers de promotion interne avaient été envoyés au centre de gestion début avril 2022. Ces dossiers seront été traités par le centre de gestion des Pyrénées-Orientales.

Pour l'année 2023, Il est prévu de repropocé d'autres dossiers au centre de gestion.

Ainsi, les agents inscrit sur la liste d'aptitude pourront accéder à un cadre d'emploi supérieur.

Budgets annexes :

Les budgets annexes (Parking sous terrains, Hébergement Gavroche ainsi que les lotissements Cœur des Trilles 2 et Les Portes d'Illibéris) sont identiques par rapport au budget primitif 2022.